



Le projet de l'UE-OCDE sur l'Inclusion des Jeunes
vous invite à

**Mise en œuvre des stratégies nationales pour la
jeunesse: un dialogue politique de haut niveau sur le
bien-être des jeunes
&
Forum mondial de l'OCDE sur le développement**

4-5 Avril 2018
Centre de Conférences de l'OCDE

Rejoignez-nous sur Twitter: @OECD_Centre avec #YouthInclusion & #OECDgfd

Mise en œuvre des stratégies nationales pour la jeunesse: un dialogue politique de haut niveau sur le bien-être des jeunes

Mercredi 4 avril 2018, Salle D (Château) - (FR, EN, SP)

Justification

Aujourd'hui la population mondiale de jeunes, âgés de 10 à 24 ans, est forte de 1,8 milliard de personnes et représente la plus grande cohorte à être en transition vers l'âge adulte. La grande majorité de ces jeunes - 88% - vivent dans des pays en développement. Ce nombre devrait pratiquement doubler dans les pays les moins développés d'ici 2050. Ces jeunes sont la prochaine génération et un atout unique. Bien éduqués, ils peuvent être des moteurs du progrès économique et social. Cependant, si les politiques et les programmes n'atteignent pas les jeunes, en particulier les jeunes défavorisés, et leur donnent une voix dans la prise de décision, la masse des jeunes pourrait bien freiner le développement économique et social, aggravant la pauvreté, la migration illégale, citoyenneté ratée ou pire encore, le conflit social.

Les résultats des examens du bien-être et des politiques de la jeunesse menés dans neuf¹ pays en développement dans le cadre du projet Inclusion des jeunes donnent à penser qu'un large segment de la jeunesse se trouve encore en dehors de la vie économique et sociale quotidienne. Les lacunes dans la formation initiale et dans les politiques sur les compétences obligent trop de jeunes à quitter le système scolaire à un jeune âge, sans préparation pour le travail et pour la vie. Le chômage et les emplois précaires sont très répandus chez les jeunes: les jeunes sont presque trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes et ceci est une cause importante de troubles sociaux. Les besoins en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) des adolescents sont peu pris en compte alors que de nouveaux risques pour la santé émergent. La discrimination fondée sur le sexe dans les normes sociales est un obstacle important à l'accès à la SSR. Trop de jeunes restent exclus des processus de prise de décision qui affectent leur vie.

Dans ce contexte, de nombreux pays à travers le monde ont exprimé une volonté politique croissante d'élaborer des cadres politiques exhaustifs qui répondent au mieux aux besoins et aux aspirations des jeunes. Les efforts visant à soutenir des politiques plus efficaces pour les jeunes se reflètent dans le fait qu'aujourd'hui près de deux pays sur trois dans le monde ont une politique nationale pour jeunesse. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour transformer ces stratégies en interventions efficaces.

Avec le cofinancement de l'Union européenne, le Centre de développement de l'OCDE a mis en œuvre un projet sur l'Inclusion des jeunes (2014-2018) pour analyser les politiques de la jeunesse dans neuf pays en développement en utilisant une approche axée sur le bien-être et mener des recherches globales sur l'entreprenariat de jeunes, leurs aspirations et les moyens de subsistance des jeunes en milieu rural.

Objectifs de la réunion

Les objectifs de cette réunion sont les suivants:

- I. présenter et discuter les principales conclusions et recommandations sur les politiques du projet d'inclusion des jeunes;
- II. partager les expériences des pays sur la mise en œuvre efficace des stratégies et défis nationaux pour la jeunesse;
- III. identifier des approches innovantes pour améliorer la mise en œuvre de programmes pour les jeunes et les partenariats.

La réunion rassemblera des décideurs de haut niveau des pays partenaires du projet, des représentants des pays de l'OCDE, des organisations internationales et des experts sur les jeunes, les organisations de jeunesse, les donateurs et le secteur privé pour échanger les bonnes pratiques et les leçons apprises lors de la mise en œuvre de politiques et programmes pour la jeunesse mais aussi pour identifier des approches innovantes.

¹ Cambodge, Côte d'Ivoire, El Salvador, Jordanie, Malawi, Moldavie, Pérou, Togo, Viet Nam. Pour plus d'information: <http://oe.cd/1h0>

Programme

13:30 – 13:45 Introduction

Mario Pezzini, Directeur, Centre de développement de l'OCDE

Rupert Schlegelmilch, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'OCDE et de l'UNESCO

Monica Aspe, Présidente, Comité directeur, Centre de Développement de l'OCDE et Ambassadrice du Mexique auprès de l'OCDE

13:45 – 14:45 Session 1 – Les aspirations des jeunes et la réalité du marché du travail : comment réduire le fossé?

600 millions d'emplois devront être créés dans le monde entier au cours des 15 prochaines années pour maintenir les taux d'emploi à son niveau actuel. Le défi de l'emploi provient à la fois des facteurs du côté de la demande, à savoir la création d'emplois formels insuffisants et des facteurs liés à l'offre tels que la pression démographique et l'inadéquation des compétences. Cependant, il existe également un écart important entre les préférences en matière d'emploi des jeunes et la réalité des emplois. Les attentes professionnelles augmentent dans les pays en développement parce que la majorité des jeunes d'aujourd'hui sont plus éduqués que leurs parents. Dans les pays en développement, une part significative de jeunes n'est pas satisfaite de son emploi. Les décideurs des pays en développement sont de plus en plus préoccupés par la qualité des emplois en tant que facteur de développement durable et la satisfaction au travail en tant que moteur de la productivité et du bien-être au travail. Mais ils ont peu d'informations sur les attentes des jeunes et sur comment les rapprocher des opportunités dans le monde réel.

Cette session présentera les résultats de la recherche mondiale menée par le projet sur l'entrepreneuriat des jeunes, leurs aspirations et les moyens de subsistance des jeunes ruraux, et discutera des recommandations politiques.

Moderatrice **Maria Rosa De Paolis**, Chargée des Politiques de l'Emploi et de l'Inclusion Sociale, Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement, Commission Européenne

Présentation **Alexandre Kolev**, Chef de l'Unité de cohésion sociale, Centre de développement de l'OCDE

Intervenants **Niall O'Higgins**, Spécialiste en recherche Senior du Programme sur l'emploi des jeunes, Bureau International du Travail (BIT)

Bernd Seiffert, Responsable des institutions locales et des moyens de subsistance en milieu rural, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

14:45 – 15:00 Pause-café

15:00 – 17:00 Session 2 – Stratégies nationales pour la jeunesse : comment passer à l'action ?

De nombreux gouvernements font preuve d'une volonté politique croissante d'élaborer des politiques globales qui répondent mieux aux besoins et aux aspirations des jeunes. Près de deux pays sur trois dans le monde ont aujourd'hui une stratégie nationale pour la jeunesse. Ces efforts prometteurs continuent à être minés par d'importants défis tels que: de responsabilités fragmentées et une faible mise en œuvre dans les administrations nationales, un manque de connaissances et de données fiables sur les jeunes, des ressources financières insuffisantes et une participation limitée des jeunes dans la conception et la mise en œuvre des politiques.

Cette session réunira des décideurs politiques de haut niveau des pays partenaires du projet pour partager leurs expériences dans la mise en œuvre des stratégies nationales pour la jeunesse, l'établissement des priorités et l'engagement avec les jeunes et les partenaires de développement dans le processus. La table ronde avec les représentants du gouvernement, les praticiens du développement et les jeunes vise à mettre en évidence les meilleures pratiques.

Modérateur **Clare Woodcraft**, Directrice exécutive, Woodcraft Associates Inc. et ancienne Présidente de la Fondation des Emirats

Mise en scène **Ji-Yeun Rim**, Coordinatrice, Projet de l'UE-OCDE sur « Inclusion des jeunes »

Table ronde avec des Ministres et des décideurs politiques en charge des affaires de la jeunesse.

Victoire Tomegah-Dogbe, Ministre du développement local, de l'Artisanat, des Jeunes et de l'emploi des Jeunes, Togo

Sidi Tiémoko Touré, Ministre pour la promotion de la Jeunesse, l'emploi des jeunes et pour l'engagement civique, Côte d'Ivoire

Nguyen Trong Thua, Vice-ministre de l'intérieur, Viet Nam

Tauch Choeun, Directeur général la jeunesse, Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, Cambodge

Judith Msusa, Directeur adjoint, Département de la jeunesse, Ministre du travail, de la jeunesse, des sports et du développement de la main-d'œuvre, Malawi

Ahmad Nawaf Directeur du Centre de développement du leadership des jeunes, Ministère de la jeunesse, Jordanie

Silvia Pedraza, Chargée de projet, INJUVE, El Salvador

Ion Donea, Chef du Département de la jeunesse, Ministère de l'éducation, de la culture et de la recherche, Moldavie

Ken Lohento, Coordonnateur en chef de programmes, Centre technique de coopération agricole et rurale

Christophe Yvetot, Représentant permanent auprès de l'Union européenne, Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)

Christian Mersmann, Conseiller en politiques, Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural

Mattia Prayer Galletti, Spécialiste technique principal/Jeunesse rurale, Fonds international de développement agricole

Laura Hurley, Conseillère technique, CSE & Youth Services, Fédération internationale pour la planification familiale

Max Trejo, Secrétaire Général, Organisation Internationale pour la jeunesse iberoaméricaine (OIJ)

Anna Widegren, Secrétaire Général, Forum européen de la jeunesse

Marcel Stefanik, Coordinateur global – Engagement jeunesse, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Desiree Hagenars, Coordinatrice politique, Department pour le développement durable, Ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas

Natascha Skjaldgaard, Déléguée danoise pour la jeunesse, Ministère des Affaires étrangères, Danemark

17:00 – 17:30 Conclusion et remarques finales

Maria Rosa De Paolis, Chargée des Politiques de l'Emploi et de l'Inclusion Sociale, Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement, Commission Européenne

Naoko Ueda, Directrice adjointe du Centre de développement de l'OCDE

17:30 – 19:30 Cocktail



Forum mondial de l'OCDE sur le développement Le pouvoir de 4 milliards de personnes: les femmes et la jeunesse, acteurs du changement

Jeudi 5 avril 2018, CC1

Encourager la participation active des femmes et des jeunes au développement économique et social - qui ensemble représentent 62% de la population mondiale - c'est rendre service à tout le monde. Il y a actuellement 4,6 milliards de femmes et de jeunes dans le monde et pourtant, dans la plupart des cas, être jeune ou une femme vous rend plus susceptible d'être désavantagé en termes de santé, d'éducation ou d'accès à l'emploi et aux autres opportunités économiques. Pour ne plus laisser plus de la moitié de la population mondiale à la marge du progrès économique et social, la communauté internationale doit tenir sa promesse de faire de la force du nombre un moteur du développement durable pour tous. Il est temps de reconnaître les problèmes des femmes et des jeunes comme des problèmes qui ont une incidence globale sur le développement, aujourd'hui, en 2030 et au-delà.

Les politiques publiques pro-femmes et pro-jeunesse sont bien des conditions préalables à la réalisation des ambitions universelles de l'Agenda 2030 : non seulement leur autonomisation est un objectif de développement en tant que tel, mais l'effet multiplicateur de ces politiques est essentiel pour accélérer le développement universel. Il ne fait plus de doute que les économies sont plus fortes dans les pays où les femmes et les jeunes participent activement à tous les niveaux, de l'éducation à la politique et au marché du travail. Une meilleure éducation, un pouvoir de négociation et des revenus plus importants pour les femmes se traduisent également par plus d'investissement dans l'éducation et la santé des enfants et des jeunes, conduisant à un développement plus durable et à des sociétés plus stables pour tous.

Les Objectifs de développement durable (ODD) fournissent une feuille de route sur la façon d'autonomiser les femmes et les jeunes pour des bénéfices universels. Il est maintenant temps de transformer les mots en actions, et les objectifs en résultats concrets.

Cela signifie que l'emploi des jeunes est un enjeu majeur pour tout le monde. Jusqu'à 600 millions d'emplois devront être créés dans le monde au cours des 15 prochaines années pour maintenir les taux d'emploi actuels. Si ces taux ne sont pas maintenus, cela aura des conséquences négatives considérables. La majorité des jeunes dans les pays en développement aujourd'hui sont peu qualifiés et peu instruits, ce qui creuse l'écart de productivité avec les pays riches. Répondre à ce défi, c'est redoubler d'efforts pour combler le déficit de compétences de la masse des jeunes défavorisés.

Cela signifie également que l'égalité des genres est aussi un enjeu mondial. Près de 90% des 143 économies mondiales ont au moins une particularité juridique restreignant les opportunités des femmes. Parmi celles-ci, 79 économies ont des lois qui limitent les types d'emplois auxquels elles peuvent prétendre. L'autonomisation des femmes rend les sociétés plus pacifiques, une condition nécessaire pour un développement universel. Des études récentes de l'OCDE montrent que si la participation active des femmes contribue à la paix et à la résilience, des relations inégales entre les genres peuvent, elles, conduire à des conflits et à la violence.

Pour encourager la communauté internationale à agir, le *Forum mondial sur le développement 2018* de l'OCDE débattrà des façons de concrétiser la promesse de l'autonomisation des femmes et des jeunes. Experts, associations et représentants des gouvernements discuteront de l'adaptation des compétences des jeunes au marché du travail, en particulier pour les jeunes ruraux, de l'inadéquation des compétences, de l'accès des femmes aux opportunités économiques et de la reconnaissance et la réduction des soins et travaux domestiques non rémunérés. Le lien entre conflit et inégalité des genres sera également abordé.

Programme

8:30 – 9:30 *Enregistrement et accueil / café*

9:30 – 10:30 **Session d'ouverture**

Les femmes et les jeunes comptent, ensemble, pour près de 62% de la population mondiale. Encourager leur participation active au développement économique et social, c'est rendre service à tous. Pourtant, dans la plupart des cas, être jeune ou une être une femme, c'est faire face à plus de difficultés en termes d'accès aux services de santé, d'éducation ou d'opportunités économiques. La communauté internationale a certes tracé une feuille de route pour y remédier d'ici à 2030, mais les progrès restent lents. Le Forum sur le développement 2018 sera l'occasion de faire le point sur ces progrès dans la réalisation concrète des promesses faites aux jeunes et aux femmes.

Discours d'honneur **Angel Gurría**, Secrétaire général, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Son Altesse Royale la Princesse héritière Mary du Danemark

Remarques **Cornelia Richter**, Vice-présidente, Fonds international pour le développement agricole (FIDA)

introductives **Marjeta Jager**, Directrice générale adjointe, Coopération internationale et le développement, Commission européenne

Yemurai Nyoni, Jeune Ambassadeur & Fondateur, Dot Youth Organisation, Zimbabwe

Modérateur **Masamichi Kono**, Secrétaire général adjoint, OCDE

10:30 – 12:30 **Session 1 – L'émancipation économique et sociale de la jeunesse et des femmes dans les pays en développement : quelles politiques publiques ?**

L'émancipation économique de la jeunesse et des femmes vise tout autant à améliorer leurs conditions de vie qu'à les libérer des entraves qui les empêche de faire du monde un endroit meilleur pour tous. En effet, les économies sont non seulement plus résilientes et inclusives, mais aussi plus productives lorsqu'elles s'emploient à réduire les inégalités de genre et soutiennent activement l'égalité participation des femmes et de la jeunesse aux sphères politiques, économiques et sociales. Or les politiques publiques ciblées en faveur de l'émancipation économique de la jeunesse et des femmes sont certes essentielles, mais pas suffisantes pour atteindre ces objectifs. Comment les articuler avec des politiques économiques d'ensemble plus favorables à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ?

Table ronde **Sidi Tiémoko Touré**, Ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Emploi des jeunes et du Service civique, Côte d'Ivoire

Max Trejo, Secrétaire général, Organisation Internationale pour la jeunesse iberoaméricaine (OIJ)

Katja Iversen, Présidente Directrice Générale, Women Deliver

Elizabeth Aguilin-Pangalangan, Directrice, Institut des droits de l'homme, Université des Philippines

Charlotte Petri Gornitzka, Présidente, Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD)

Mónica Aspe, Présidente, Comité directeur, Centre de développement de l'OCDE et Ambassadeur du Mexique auprès de l'OCDE

Modératrice **Gabriela Ramos**, Directrice de Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE et Sherpa pour le G20

12:30 – 14:00 *Déjeuner*

14:00 – 15:15 Session 2 – Investir dans la jeunesse rurale : quelles priorités ?

Dans les décennies à venir, la population jeune continuera d'augmenter en milieu rural, et c'est là qu'elle sera confrontée aux défis les plus considérables en matière de bien-être. Une étude récente de l'OCDE montre que la question de l'emploi est centrale dans cette problématique. Les jeunes ruraux sont plus qu'à leur tour en situation de sous-emploi ou actifs dans les secteurs à faible productivité. Économiquement, ils dépendent donc fortement des activités familiales et du secteur informel. Favoriser la création massive d'emplois non agricoles et de qualité est donc une priorité, par exemple en investissant d'avantage dans la production, la transformation et le marketing des produits agroalimentaires. Les participants à cette session seront invités à discuter des défis spécifiques que rencontre la jeunesse rurale, ainsi que des solutions les plus adaptées.

Table ronde **Victoire Tomegah-Dogbe**, Ministre du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes (MDBAJEJ), Togo

Awa Caba, Co-fondatrice et Présidente Directrice Générale, SOORETUL, Sénégal

David Asiamah, Fondateur et Président Directeur Général, Agro Mindset, Ghana

Hans Jöhr, Directeur du Département Agriculture, Nestlé

Ibrahima Coulibaly, Président, Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP), Mali

Modérateur **Mario Pezzini**, Directeur, Centre de Développement de l'OCDE et Conseiller spécial auprès du Secrétaire général de l'OCDE chargé du développement

15:15 – 15:45 Pause-café

15:45 – 17:00 Session 3 – L'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans les États fragiles et les situations de conflit

Le déséquilibre homme-femme est plus aigu dans des contextes de fragilité et de conflit. Les chances de déboucher sur un accord de paix et d'accroître la résilience des populations augmentent sensiblement lorsque les femmes participent activement à l'élaboration des processus de paix et de consolidation des États. De plus, le fait d'inclure les femmes dans de tels processus offre de réelles opportunités de faire progresser la reconnaissance et le respect des droits des femmes. Selon une récente étude menée par l'OCDE, cette reconnaissance ne sera cependant possible que si les causes profondes des inégalités de genre, des conflits, de la fragilité des populations et des liens que ces maux entretiennent entre eux sont attaquées à la racine. Les partenaires du développement sont-ils outillés pour s'attaquer à ces causes et comment peuvent-ils améliorer leur action ?

Table ronde **Son Excellence la Première Dame d'Afghanistan Rula Ghani**

Son Altesse Royale Princesse Abze Djigma, Burkina Faso

Carin Jämtin, Directrice générale, Agence suédoise de coopération internationale au développement

Kawinzi Muiu, Directrice du Genre, Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Noella Muhamiriza, Jeune Ambassadrice pour la Paix, Réseau mondial des femmes œuvrant pour la Paix, République Démocratique du Congo

Modérateur **Jorge Moreira da Silva**, Directeur, Direction de la coopération au développement, OCDE

17:00 – 18:00 Et maintenant : quelles priorités pour les femmes et la jeunesse ?

Sur la base des conclusions et suggestions de la journée, les participants discuteront ici des principaux enseignements à tirer ainsi que des recommandations essentielles à adresser aux décideurs politiques.

Table ronde **Masamichi Kono**, Secrétaire général adjoint, OCDE

Yemurai Nyoni, Jeune Ambassadeur & Fondateur, Dot Youth Organisation, Zimbabwe

Ahmed Badr, Entrepreneur social et fondateur de Narratio, Irak

Hajer Sharief, Jeune Ambassadrice et Fondatrice, Coardaid et Together We Build It, Libye

Modératrice **Clare Woodcraft**, Directrice exécutive, Woodcraft Associates Inc. et ancienne Présidente de la Fondation des Emirats

Le Centre de développement de l'OCDE

Créé en 1962 en tant que plateforme indépendante, le Centre de développement de l'OCDE facilite le partage de connaissances et la concertation entre les pays membres de l'OCDE et les économies en développement, en les mettant sur un pied d'égalité. Le Centre de développement regroupe actuellement 27 pays membres de l'OCDE et 24 pays partenaires. Il attire l'attention sur des enjeux systémiques émergents susceptibles d'avoir des répercussions sur le développement dans le monde et, plus spécifiquement, sur les défis du développement que les économies émergentes et en développement doivent relever. Il s'appuie sur des analyses étayées par des données d'observation et sur des partenariats stratégiques afin d'aider les pays à formuler des solutions politiques novatrices aux défis du développement dans le monde. Pour en savoir plus sur le Centre de développement de l'OCDE et ses pays membres : www.oecd.org/fr/dev/.

La Commission européenne

La Commission européenne est l'organe exécutif de l'Union européenne instituée en 1958 par le traité de Rome. Sa Direction générale pour la coopération internationale et le développement international définit la politique européenne en matière de développement, dans l'objectif ultime de réduire la pauvreté dans le monde. L'Europe soutient depuis longtemps des initiatives de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté des jeunes, à travers des mesures ciblées. La Commission reconnaît l'importance de l'inclusion des jeunes dans sa Communication « Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le changement ». Ce texte recommande de soutenir une croissance inclusive et durable, caractérisée par des citoyens capables de participer à la création de richesse et d'emplois et d'en recueillir les fruits. Il souligne la place cruciale des jeunes en rappelant que les sociétés doivent leur offrir un avenir. Ce projet s'inspire également des grandes recommandations de l'étude de l'Union européenne sur l'inclusion sociale des jeunes en lien avec la politique de coopération extérieure qui plaident pour le renforcement d'un dialogue étayé par des données factuelles à travers des recherches empiriques et des travaux analytiques, et ce dans le but de nouer des partenariats et de diffuser les bonnes pratiques. Les jeunes sont également au cœur du nouveau Consensus européen pour le développement. Le consensus identifie les jeunes comme des facteurs clés du développement durable et appelle l'UE et ses pays membres à les prendre en compte dans la planification et la mise en œuvre des programmes de coopération au développement externe. Cela signifie se concentrer sur des actions concrètes pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes : accroître l'accès à l'emploi de qualité et l'esprit d'entreprise; soutenir un système efficace d'éducation et de formation professionnelles, développer l'accès aux technologies et services numériques; et favoriser l'autonomisation et la participation des jeunes. Pour en savoir plus sur la politique de la Commission européenne en matière de coopération et de développement international : https://ec.europa.eu/europeaid/home_en